



Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar

Chaque citoyen malagasy, ... véritable agent économique rationnel

COMMUNIQUE DE PRESSE

CREM - 20 April 2017

Le Cercle de Réflexions des Economistes de Madagascar [CREM] est une Association faisant partie de la Société Civile Malagasy. Les adhérents à cette association ne cherchent ni honneur, ni enrichissement, ni nomination aux hauts postes politiques. Ils restent vigilants et veillent à ce que les politiques publiques soient élaborées et mises en œuvres sur la base des volontés malagasy et dans l'intérêt des malagasy.

Aussi face aux différents faits qui ont défrayés la chronique, nous membres du CREM déclarons que ce qui se passe actuellement n'est que le bout de l'iceberg. En effet, il y a eu des affaires du même genre durant toutes les régimes politiques qui se sont succédés depuis 1976. Le phénomène de corruption, les mauvaises décisions politiques dues à l'incompétence des dirigeants, l'absence du service public dans les zones rurales, les mensonges que contiennent les promesses politiques, le népotisme, le corporatisme, etc. sont à l'origine de la pauvreté chronique du pays et de sa population, de la non transparence, de l'absence de recevabilité, etc.. Ni les bailleurs de fonds, ni les ONG, ni le secteur privé, ni les corps de fonctionnaires, ni les partis politiques, ni la population malagasy ne sont à écarter de cette responsabilité car ils y ont tous pris part.

Ainsi, il est temps que nous prenions nos responsabilités en particulier les politiques, car depuis 1976 jusqu'à nos jours ils n'ont pas arrêtés de faire des actes politiques à l'encontre du développement économique et social. La corruption a toujours existé, le népotisme demeure et s'enracine, les trafics illicites, le blanchiment d'argent, etc. continuent et deviennent des institutions à part entière.

Nous demandons donc à ce que tous les politiques, tous les élus et tous les responsables des administrations [1976 - 2017] RESPONSABLES de l'attribution des marchés publics, responsables des nominations aux hauts postes de responsabilité, responsables des examens nationaux et concours administratifs, ... fassent l'objet d'enquête sur les enrichissements sans cause, la corruption et le népotisme, etc. avant que toute tentative de processus de réconciliation nationale soit entamé.